

BIBLIOGRAPHIE

Claudie GONTIER, *Le cabanon marseillais. Images et pratiques*. Marseille, Cerfise, 1991, 303 p. ill.

La thèse d'ethnologie-sociologie soutenue en 1981 par C. Gonthier paraît enfin, sous une présentation spartiate, mais qui a le grand mérite de reproduire la copieuse bibliographie et les notes – lesquelles auraient cependant gagné à être intégrées dans le texte car elles identifient les auteurs des nombreuses citations.

La réalité historique et ethnologique du cabanon marseillais n'était point aisée à cerner. C. Gontier parvient à restituer au phénomène une épaisseur historique au moyen de la littérature provençale et française que le cabanon a fait naître et en particulier des chansons qu'il a inspirées, avec cependant cette réserve que ces dernières reflètent et perpétuent des stéréotypes. Ce large dépouillement est sous-tendu par une rare connaissance des petits écrivains marseillais et il démontre l'intérêt pour l'histoire socio-culturelle d'un Pierre Bellot et surtout de Louis Foucard, dont les œuvrettes n'ont jamais été réunies en volume et qui mériterait au moins une anthologie. L'étude de ces références imprimées suggère un phénomène fort intéressant mais dont l'auteur semble sous-estimer quelque peu le caractère inattendu aux yeux de l'historien : les mots de « bastide » et « cabanon » seraient devenus, à un certain moment du XIX^e siècle, presque synonymes à Marseille sous la plume d'auteurs locaux (mais non de tous, me semble-t-il), ce qui pourrait suggérer d'ailleurs que le « cabanon » n'est peut-être pas encore alors la très modeste construction actuelle, d'autant qu'apparaît dans les textes le substantif intermédiaire de « bastidon » – ainsi le cabanon que décrit P. Bellot semble bien une bastide miniaturisée. Apparemment, dans le Marseille des deux premiers tiers du XIX^e siècle, le néologisme de « villa » aurait recouvert le sens bas-provençal de « bastide » (vaste maison de maître d'un domaine agricole, à usage de villégiature), qui semble s'être mieux maintenu à Aix, peut-être parce que la ville a connu à l'époque contemporaine quelques « bastidons » mais peu de « cabanons ». Telle évolution, liée à la diffusion à travers la hiérarchie sociale du principe de la villégiature dominicale et estivale et donc du modèle de la double résidence, mériterait d'être étudiée de façon chronologiquement et sémantiquement plus affinée ; une source intéressante me semblerait être l'analyse sur la longue durée des petites annonces immobilières des journaux marseillais.

Par ailleurs, le phénomène du double habitat paraît à bien des égards caractéristique d'une ville au tissu urbain serré. A partir du Second Empire, ce modèle ancien achève d'être bouleversé par le développement des transports en commun et du réseau des conduites d'eau. L'idéal d'une vie quasi permanente « à la campagne » était déjà ancien : la « retraite » à la bastide, l'âge venu, affleure incidemment dans des notices nécrologiques de notables de la première moitié du XIX^e siècle. Le développement des « villas » et « châteaux » sur la Corniche ou à Saint-Giniez dans la seconde moitié du siècle, qui manifeste une mutation de l'habitat fortuné, a pour équivalent le développement des quartiers pavillonnaires pour une population aux ressources plus limitées ; un front de colonisation des franges urbaines au relief accidenté par l'habitat « moyen » ou modeste semble dans un premier temps mêler cabanons de villégiatures et « chalets » d'habitat permanent, confondus visuellement sous une même médiocrité du volume bâti et des matériaux, et dans une étape ultérieure muer en résidence principale les cabanons. Ce type nouveau d'habitat individuel et ces transformations des usages du cabanon rendent difficile une recherche des « traces dans le paysage » des cabanons d'antan ; elle a pourtant été tentée par C. Gontier de façon convaincante à partir d'un faisceau d'indices pour les quartier sud du terroir et vaudrait d'être étendue.

Aussi, avant de dire les très grands mérites de l'enquête ethnologique, je formulerais mon principal regret qui est la quasi-absence des cabanons construits par les Marseillais à l'intérieur des terres, dans les communes environnantes (Allauch par exemple), voire plus loin avec les progrès de l'automobile. Il s'ensuit l'exclusion du plus célèbre des récits de « cabanon » du XX^e siècle, l'évocation par Marcel Pagnol de la « Bastide-Neuve » (microtoponyme intéressant) à la Treille, dans ses souvenirs d'enfance. Les exemples étudiés sur le « terrain » semblent tardifs par rapport au corpus imprimé. C. Gontier reconnaît que le quartier des Calanques (Les Goudes, Callelongue, Sormiou et Morgiou) qui lui a fourni son « cabanon de référence » est le « dernier venu dans la famille des quartiers de cabanons ». Ces sites littoraux introduisent aussi des données particulières dans la propriété du sol (distincte parfois de celles des murs) ; de plus les problèmes d'approvisionnement et l'isolement de la ville ont contribué à fossiliser le phénomène et à en faire « un îlot de résistance ». L'exceptionnelle densité imposée soit par les conditions du lotissement ou le réemploi d'éléments préexistants, soit par l'exiguïté des terrains constructibles, explique cette caractéristique qu'est la mitoyenneté des cabanons en bord de mer. Ce trait semble s'estomper dans le terroir où existe le cas du cabanon totalement isolé dans les collines ou la grappe de cabanons dans les vallons. En revanche les noyaux conservatoires des calanques correspondent à la localisation la plus souvent décrite par les sources imprimées à caractère littéraire.

Le cabanon marseillais occupe dans l'imaginaire local une place qui contraste avec sa modestie architecturale de « pied à terre » d'une « simplicité épicurienne » et C. Gontier a dû sans cesse recouper et analyser de façon critique la source écrite, le témoignage oral et l'observation de terrain. Situé en marge de la vie urbaine, professionnelle et sociale, le cabanon est à la fois le lieu du retour à « l'état de nature », du temps de la chasse et de la pêche, du repos et des repas, un lieu de convivialité et de sociabilité intense, bref un « coin de paradis ». Lieu d'amitiés masculines, de loisirs d'hommes et d'agapes orchestrées par les messieurs, trait nettement attesté par la source écrite provençale, qui rapproche le cabanon marseillais du cabanon de la Provence rurale, où l'on va faire *ribote*, même si la littérature d'expression française ou l'observation actuelle insistent sur une présence largement familiale, la première par souci de moralisme, la seconde sans doute parce qu'elle enregistre l'évolution des mœurs. Les pages que C. Gontier consacre à « un

jour de vie au cabanon » et en particulier à la préparation de la bouillabaisse et de l'aioli puis aux façons de table et aux rites de l'après-dîner constituent un tel morceau d'anthologie empreint de la « nostalgie d'un savoir vivre » qu'un esprit chagrin osera à peine se demander si la sociabilité qu'implique le cabanon maritime ne se mue pas parfois en promiscuité *cannannière* et si l'unanimité des banquets collectifs n'aurait pas connu quelques dérapages pendant l'affaire Dreyfus, l'Occupation ou en mai 1968.

Cet ouvrage, qui devrait vite devenir classique dans la bibliographie provençale, se lit avec un intérêt soutenu et un très vif plaisir, tant l'allégresse discrètement émue qu'a eue l'auteur à traiter son sujet est sensible dans ce texte savant, où les concepts et la terminologie de la spécialité ethnologique sont parfois égayés avec humour par un usage subtil du « français de Marseille » : c'est aussi, pour tous ceux qui ont le souvenir d'un cabanon au cœur, le plus beau texte qui ait été écrit sur le cabanon marseillais.

Régis BERTRAND.

Images de la Provence. Les représentations iconographiques de la fin du Moyen-Age au milieu du XX^e siècle, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1992, 327 p. ill.

Images de la Provence ; tel était le titre du colloque organisé à l'initiative du Centre Méridional d'Histoire et qui s'est déroulé du 30 mai au 1^{er} juin 1991. Un thème large, une longue durée : voilà qui explique l'abondance des communications (22), la variété des séries iconographiques présentées, et aussi la variété des intervenants, historiens en majorité, mais aussi ethnologues, géographes et même créateurs d'images.

Quinze ans après le colloque sur Iconographie et histoire des mentalités, le Centre d'Aix reste fidèle à une source, l'image, à une méthode : la confrontation entre diverses approches disciplinaires, mais la réflexion théorique s'infléchit, ou plutôt elle s'élargit¹.

Si dans la rencontre de 1976 on avait mis l'accent sur les problèmes de méthodologie et sur la sémiologie de l'image, en 1991 on s'interroge surtout sur l'utilisation de l'image comme document d'histoire, la finalité du colloque étant, comme la définit Bernard Cousin, Directeur du Centre, d'attester « que les images ne sont pas seulement destinées à illustrer un discours historique construit à partir de documents écrits, mais qu'elles peuvent en constituer la base. ».

La publication des actes de ce colloque par les soins de l'Université de Provence en constitue le prolongement nécessaire, mais en même temps appauvrissant. En 331 pages on a reproduit tous les textes, mais rarement les images qui les suscitaient. Evidemment l'intérêt principal du colloque tenait dans la projection d'images, la vision et l'analyse allant de pair. On peut donc regretter que, par contrainte technique, on ait

1. Parmi les expositions et études sur l'image, rappels : *Marseille au XVII^e siècle* (1980), Catalogue édité par les Archives communales. - *L'Orient des Provençaux* (1982), Catalogue édité par les Archives Départementales. - Michel VOVELLE et Régis BERTRAND : *La Ville des Morts. Essai sur l'imaginaire urbain contemporain d'après les cimetières provençaux*, Marseille, 1983. - *Marseille en Révolution, langages et images du Marseille révolutionnaire* (1989), Catalogue édité par Rivages et par les Musées de Marseille.

privilegié l'écrit aux dépens de l'image. Aucune communication en effet ne part d'une réflexion théorique, toutes s'appuient sur un corpus cohérent d'images.

Dans l'iconographie présentée, quelques images neuves, d'autres connues ou méconnues comme les films de Jean Hugon, naguère oubliés, ou celui de Paul Carpita, interdit par la censure en son temps². Mais l'intérêt de ces images réside moins dans leur découverte, ou leur redécouverte, que dans leur rassemblement en série. En effet, face à quelques « beaux » documents isolés, analysés en détail (ainsi un tableau de Vernet, deux de Raspal), on trouve en écrasante majorité des séries iconiques, souvent reconstituées par un travail de recension exemplaire. Citons pour exemple les cartes de Provence que l'on a retrouvées dans les fonds publics du Midi, mais surtout à Paris, qui en possède les trois quarts, et dans les collections privées³. Que ces séries aient pour base le même producteur, ou le même site, ou le même thème, c'est d'abord le regroupement, la confrontation des images entre elles qui font naître les interrogations des chercheurs.

Recréer des séries en miettes, distinguer permanence et évolution, confronter l'image aux archives écrites pour tâcher de connaître les conditions de sa production, le public auquel elle est destinée, détourner le plus souvent le document de sa finalité première pour lui faire dire autre chose que ce qu'il visait à proclamer, voilà le travail sur l'image auquel les chercheurs se sont livrés. Le résultat : 22 analyses de corpus d'images, à peu près également répartis entre le dessin, la gravure et la sculpture (8 communications), la photographie et le film (8 communications), la peinture enfin (6 communications).

Avec les dessins et les dessins gravés, le mot image prend son double sens : quel rôle les images ont-elles joué dans l'image qu'on se fait de la Provence ? C'est par les monuments et les cartes qu'on pénètre dans l'espace provençal.

Les monuments d'abord : tout au long de l'époque moderne, ils sont l'objet d'une redécouverte, et figurent dans les planches qui accompagnent les ouvrages des antiquaires, et plus tard des statisticiens⁴. Ici, l'image illustre plus qu'elle ne dépeint. Elle contribue à définir la Provence, fille de la Provincia, comme un conservatoire d'Antiquités. Cette référence reste très forte au XIX^e siècle parmi les voyageurs et les artistes. Les dessins des monuments, jusque là domaine des amateurs – les antiquaires – passent à celui des spécialistes, les architectes. Les croquis de Revoil, architecte et archéologue, lié à Mistral et à Viollet-le-Duc, montrent bien l'ambiguïté du dessin d'architecture, à la fois marqueur de l'identité provençale et modèle à suivre pour les créateurs du XIX^e siècle. Quelques artistes marseillais cependant échappent à ces stéréotypes : les artistes de l'An II, recrutés par le représentant en mission Maignet, et les architectes des grands édifices du Second Empire, chargés les uns et les autres de propager un autre message culturel, et donc d'autres images.

Les cartes subissent aussi mais plus tôt, une mutation. Au XVIII^e siècle, quand la cartographie se fait plus exacte, plus savante, on sépare les genres et les métiers : au géographe la carte, au peintre la topographie et les « vedute ». Alors la carte gagne en précision ce qu'elle perd en pouvoir de suggestion.

Si architectures et paysages participent à la construction de l'identité provençale,

2. « Le rendez-vous des quais », long métrage 35 mm. 1953-1955. Film interdit.

3. La cartographie complète se trouve reproduite dans : Mireille PASTOUREAU, Jean-Marie HONET, Georges PICHARD, *Rivages et Terres de Provence*, 1992.

4. Statistique du département des Bouches-du-Rhône, 1821-1829.

avec l'iconographie de la peste on aperçoit bien comment l'image se fait constructrice d'histoire, au sens de récit : les 57 œuvres qui véhiculent le souvenir de la peste de 1720 jusqu'en plein XIX^e siècle témoignent moins sur l'événement lui-même que sur la représentation que chaque génération s'en est faite.

Cinq communications présentent des photographies. La photographie : un corpus abondant, dont l'intérêt documentaire a été très tôt apprécié. En effet, dès 1905 à Marseille est créé le Musée des photographies documentaires de Provence. Le fonds actuel conservé à la bibliothèque municipale comprend 4.000 photographies, plusieurs centaines de plaques et 1.200 cartes postales, la plupart prises entre 1860 et 1914. La mission première du Musée était « *d'écrire l'histoire de la Provence par la photographie, qui est un témoin tout à fait incorruptible.* » Témoin « incorruptible » certes, mais quelle est la nature de ce témoignage ? C'est la question qui court tout au long des séries présentées : images anciennes comme le clichés d'entreprises industrielles et les plaques de verre de Nice et de la Côte d'Azur ; images récentes comme les belles photos de Marc Heller ou les cartes postales des Alpilles (et le regroupement de ces deux ensembles dans une même phrase semble iconoclaste : d'où la pertinence de la question posée...). A chacun son approche : le sociologue distingue dans la production du même photographe les images documentaires et les images esthétiques ; le géographe repère au travers des images touristiques les mutations du paysage azuréen ; le dialectologue compare deux discours : celui qu'on donne à voir avec les cartes postales, et celui qui se dit.

Toutes ces photographies ont en commun une faible animation. Les hommes y sont peu ou pas représentés, une fois encore les architectures et les paysages l'emportent, même les usines sont vues de l'extérieur et rarement de l'intérieur. Les problèmes techniques (les personnages qui bougent, le manque de lumière) n'expliquent guère ces choix, qui relèvent plutôt des partis-pris du photographe. Le photographe, comme le graveur des siècles précédents, semble prisonnier d'une certaine identité provençale. Et pourtant l'identité proposée par les images au touriste, à l'« étranger », n'est pas celle qui s'exprime dans le discours des autochtones, l'enquête menée dans les Alpilles le montre.

Le film apporte aussi son lot d'images, pour la période de 1931 à 1959. 1931, c'est le moment où le cinéma devient parlant et où le tournage s'effectue en extérieur : deux innovations techniques qui permettent au cinéma régionaliste de naître et de s'épanouir. Dans une filmographie imposante, on a sélectionné quelques titres : « Joffroi », « Manon des sources » de Pagnol ; le cinéma retrouvé d'André Hugon ; et « Le rendez-vous des quais » de Paul Carpita. Trois réalisateurs, trois inspirations différentes, mais une même insistance sur le « décor naturel » ; André Hugon en 1931 réalise les premiers tournages intégraux en extérieur. Le terroir devient alors comme un des personnages essentiels du film : le maquis de Hugon, la colline de Pagnol, la calanque ou les quais de Paul Carpita. La Provence filmée comme la Provence imagée met en exergue le « pittoresque » du paysage et du décor naturel. Mais le film apporte plus : grâce au son, grâce au mouvement, il donne à voir et à entendre autre chose : une gestuelle, une mimique, un langage, un accent bien sûr. Et aussi des activités : la pétanque, le jeu de cartes, la chasse... Par là même il fabrique d'autres conventions. Avec le cinéma la Provence se définit non seulement par ses décors, mais aussi par ses personnages-types, et sa sociabilité.

Avec les images peintes on retrouve, faut-il s'en étonner ? Les paysages. Les premières représentations de paysages provençaux dans la peinture date de la fin du Moyen-Age : 1480, le Mont-Ventoux ; 1510, le port de Marseille ; 1520, la Montagne Sainte-

Victoire, dans un panneau peint à Aix pour le Parlement. Le paysage n'est pas traité pour lui-même, il sert d'élément de décor dans des tableaux ou des images religieuses. Il s'agit alors d'enraciner, d'actualiser le message de l'Église hic et nunc. A l'autre bout de la longue durée iconographique, « L'Estaque dans la peinture ». Au travers d'une série de plus de cent toiles, on voit le rôle joué par un site, l'Estaque, dans la peinture de paysage. En un seul lieu se sont succédées trois générations de peintres, avec deux temps forts : la période 1860-1885, dominée par la figure de Cézanne, et celle de 1905-1920, dominée par celle de Braque. La peinture de paysage a alors changé dans sa finalité, elle a atteint son autonomie, elle change aussi dans sa technique : le paysage est pris « sur le motif ».

Si les peintres de paysages sont loin d'être inspirés par un motif anecdotique ou pré-folkloriste il en va de même pour les représentations d'hommes. A une exception près : les images de costumes dans les recueils imprimés, ces images ne sont pas de type documentaire. C'est comme par effraction que l'on saisit les Provençaux dans leurs activités quotidiennes (la cuisine, l'atelier de couture de Raspal) ou dans leur cadre de vie (à travers les ex-voto d'Eusèbe Nicolas, parfait exemple de peintre « intégré »).

Quinze ans après le premier colloque sur l'image, il est difficile de dresser un bilan, tant le matériau s'avère abondant, et les méthodes pour l'aborder variées. Avec le film et la photographie, le territoire de l'image s'agrandit, et chacun en saisit une portion avec un cadrage, des ouvertures d'angle, un recul particuliers. De cette confrontation le lecteur tirera sans doute une impression première, celle de la grande richesse iconographique de la Provence. Son premier constat sera en forme de truisme : la Provence est photogénique. Au-delà de cette leçon banale, il retiendra sans doute la difficulté qu'il y a à catégoriser les images. La distinction que l'on a pu établir (à propos de la photo) entre image documentaire (allusive ou instrumentale, comme c'est le cas pour la photo ou le dessin d'inventaire), et image esthétique est loin de s'imposer ; même une photographie instrumentale est le produit d'une interprétation. Difficile aussi de connaître le rapport de l'image avec la réalité. Ce problème de la fidélité au réel : une interrogation commune qui donne une cohérence interne aux diverses approches. Les conventions du cinéma méridional ne sont-elles que des stéréotypes, ou bien des bribes de réalité ? Les ex-voto figurent-ils exactement la vie au village du Beausset, ou bien la transfigurent-ils ? Question souvent posée, jamais vraiment résolue. Reste cette certitude : l'image est bien une source d'histoire.

Madeleine FERRIERES

Du manuscrit à la table. Essais sur la cuisine au moyen-âge et répertoire des manuscrits médiévaux contenant des recettes culinaires, Montréal-Paris, sous la direction de Carole LAMBERT, Les Presses de l'Université de Montréal-Champion-Slatkine, 1992, 391 p.

Précédés d'un avant-propos de C. Lambert qui définit nettement les nouvelles perspectives de recherche en histoire de la cuisine médiévale, celles d'un art commandé, non seulement par les goûts, les traditions et les modes, mais d'abord par la médecine et la diététique savante, et aussi par le souci du rang et de la gloire, les essais publiés ici sont le fruit d'un colloque tenu en Montréal en mai 1990 ; ils constituent un remarquable instrument de travail : la présentation de réceptaires (Constance B. Hieatt pour le domaine

anglais, Johanna Maria Van Winter pour les manuscrits néerlandais, Philip et Mary Hyman pour les éditions du XVI^e siècle), le répertoire des manuscrits médiévaux contenant des recettes (p. 317-362)¹ et une imposante bibliographie (p. 363-379) forment un outil désormais essentiel que viendra bientôt compléter et éclairer la thèse de Bruno Laurioux, soutenue en décembre 1992. Les thèmes de recherche suggérés et amorcés dans les communications ouvrent enfin de nouvelles pistes.

Il est certain que l'histoire de la cuisine a suscité un effet de mode qui a aisément trouvé un public à la fois chez les spécialistes les plus avertis de l'histoire sociale du Moyen Age et dans un très large éventail d'amateurs. La tradition d'histoire de l'alimentation, c'est-à-dire des disponibilités quantitatives, d'abord, puis l'attention exclusive aux goûts, à la composition des recettes et à la gastronomie, qui coïncidait avec le repli frileux de bon nombre d'historiens sur ce territoire bien balisé, très convivial, et ce, enfin, sans péril idéologique, ont longtemps contribué à écarté l'étude du manuscrit, c'est-à-dire non seulement de la source des sources, mais surtout du problème que pose la place des réceptaires dans l'économie des bibliothèques, et, partant, dans celle de la maison. Et c'est le premier résultat, éclatant de la confrontation de Montréal que de souligner l'appartenance du manuscrit de cuisine au champ médical et diététique : le répertoire montre à l'évidence que le réceptaire est généralement une partie d'une encyclopédie domestique, qu'il confine avec la *materia medica* (communications de Danièle Alexandre-Bidon, de Bruno Roy) ; la langue savante du manuscrit rappelle que, longtemps, l'usage en a appartenu au maître de maison, plus pour surveiller les proportions des éléments simples utilisés en cuisine, et en particulier celles des épices, indispensable correctif des humeurs néfastes, que pour au dicter au queue de la maison des directives. Un contrôle, donc, savant, sur une matière culinaire bridée, parce que dangereuse.

Toutes les communications ne renvoient pas à cette problématique dominante, qui ordonne les présentations des réceptaires de Constance B. Heiat, de J. M. Van Winter, de Philip et Mary Hyman, de Melitta Weiss-Amer, ainsi que les contributions de Michel Balard sur les épices dans les livres de cuisine allemands, de Lucie Bolens sur les sorbets (composés sucrés) andalous, de Mary Hyman sur les confitures à table et de L. Plouvier sur l'électuaire. Ces derniers articles permettent de reconstituer, de l'apothicairerie à l'épicerie et à la confiserie, de l'utile à l'agréable, le long itinéraire des drogues pectorales, « à lécher », des Babylone et le corpus hippocratique, distinguées ensuite en béchiques, artériques, stomatiques, stomachiques et antidotes ; ils débouchent, à travers la pharmacie arabe, entre le XII^e et le XV^e siècle sur les lochs, les électuaires et les confectons, réunissant et distinguant nougats, bonbons et confitures. Et conservent un rôle médical qui explique leur place dans le repas : rafraîchir les humeurs, réjouir et alléger le corps, fermer l'estomac.

Plus classique, un autre groupe de communications aborde les signes sociaux et politiques de la consommation et de la cuisine : Alan J. Grieco étudie la structure rigoureuse et formalisée du banquet, à travers les comptes de la table de la *Signoria* de Florence, et conclut à l'unité de la cuisine italienne exprimée par les réceptaires, celle d'une affaire d'Etat, destinée à exprimer la puissance et le raffinement ; Odile Redon examine le banquet à travers les réglementations somptuaires des Communes italiennes ; Bruno Laurioux, à partir des ordonnances de l'hôtel du dauphin Humbert II, insiste sur les trois hiérarchies du

1. Presque complet, ce répertoire omet toutefois le manuscrit niçois 226 De Cessoles publié par Giovanni REBORA, dans "La cucina medievale italiana tra Oriente e Occidente", in *Miscellanea Storica Ligure*, 1987, p. 1431-1578.

manger, qui ordonnent la table à partir du prince : quantité (jusqu'à l'in vraisemblable, évidemment redistribué), qualité (volaille d'abord, puis viande fraîche, enfin viande salée et légumes), les hauts et les bas morceaux ; Noël Coulet décrit la cuisine de la maison aixoise de la première moitié du XV^e siècle, signe d'aisance sociale dans un ensemble de pièces largement indifférenciées.

Troisième volet de l'ouvrage, un ensemble de réflexions nouvelles sur les originalités gastronomiques régionales, à partir de suggestions lancées par Jean-Louis Flandrin au colloque de Nice² et prolongées ici par l'étude des différences entre menus anglais, à la structure simple (toujours trois services) et dynamique, déterminée par le « rang » des mets dans le service, et les menus français, fondés sur la présentation simultanée et statique en services plus nombreux ; ces suggestions ont été relayées par Carole Lambert : la découverte de réceptaires occitans³ a permis en particulier d'isoler quelques traits d'une cuisine originale, que Barbara Santich englobe dans une vaste opposition entre cuisine du Nord et cuisine du Sud (mouton, poisson frit, jus d'orange et de grenade, beignets sucrés, liaison au lait d'amandes), héritière en particulier de la « nouvelle cuisine arabe » analysée par Maxime Rodinson dans des articles fameux et systématisée par Andrew Watson ; Rudolf Grewe donne les grands traits d'une étude du *Livre de cuisine Valmhade* fondée sur une édition meilleure que celle de Huici Miranda et en isole les particularités : usage du four à gratiner, coriandre, viande hachée, sauce fermentée *muri* héritière du *garum* ; J.M. Van Winter, M. Balard, Jeanne Allard (à propos du réceptaire du Maître Robert de Nola), Terence Scully (les saisons dans le *Ménagier de Paris*), Biskaarup (sur la cuisine danoise) marquent aussi nettement les particularités régionales : le goût a sans doute été forgé par les possibilités d'approvisionnement, mais il fige aussi, et pour des siècles, jusqu'au XX^e siècle à une combinaison de sensations (aigre-doux) et de produits (fruits secs, agrumes) qui lui a été apportée par les Génois et les marins basques de la Séville de la *Reconquista*.

C'est sans doute l'apport le plus original de la réunion de Montréal et de cet ouvrage que de rendre indiscutable et de fonder solidement cette diversité des gastronomies médiévales. Rien de fixiste, bien entendu : la cuisine médiévale des pays de langue occitane n'évoque que de loin la gamme des identités culinaires que nous héritons de l'orgueilleux XIX^e siècle et que nous cultivons en les modifiant : l'huile et le beurre ne constituent pas la base de l'opposition, mais la particularité se dessine dans le jeu subtil des sauces et des fritures. Citons le *Recueil de Riom*, p. 55 cinq recettes au moins, sur 48, n'offrent aucune ressemblance avec celles des autres réceptaires français ; caractéristique : une oublie farcie de fromage et frite au saindoux et un « grané » de poisson frit au préalable ; intéressantes aussi, une « sauce blanche » de pain, verjus et gingembre en poudre, une sauce pour l'esturgeon, de persil, oignon et vinaigre. C'est dire, pour terminer, combien il faut souhaiter une publication du *Modus* languedocien ; elle apportera, dans une question qui fut disputée, la base indispensable d'un débat et d'une réflexion commune.

Henri BRESAC

2. "Internationalisme, nationalisme et régionalisme dans la cuisine des XIV^e et XV^e siècles : le témoignage des livres de cuisine", dans *Manger et boire au Moyen-Age, Actes du colloque de Nice (15-17 octobre 1982)*, Paris, 1984, II, p. 75-91.

3. C. LAMBERT, *Le Recueil de Riom et La manière de benter sotillement. Un livre de cuisine et un réceptaire sur les greffes du XV^e siècle (Le Moyen français, 20, Montréal, 1987)* ; C. LAMBERT a étudié parallèlement, dans sa thèse, le *Modus viaticorum* languedocien (BN, lat. 8435), riche de mots occitans.

René BRUNI, *Bonnieux. Un village de Provence Luberon*, Apt, Etudes, 1989, 460 p., 256 F.

Le livre que René Bruni a consacré à Bonnieux (et dont il faut s'excuser de rendre compte si tard puisqu'il est paru déjà depuis de longs mois) n'est pas une monographie ordinaire comme l'auteur en avait déjà écrites sur Sivergues ou Buoux. Il déborde largement les limites habituelles de ce genre d'ouvrages. D'abord par son importance puisqu'il ne compte pas moins de 460 pages d'un format généreux (24 x 17,5 cm). Ensuite, par la masse peu ordinaire de documentation variée qu'on peut y trouver.

L'auteur ne se contente pas de retracer chronologiquement, de la Préhistoire au XX^e siècle, les principaux événements qui se sont produits dans cette enclave pontificale et comtadine en Provence ; il insère chemin faisant, dans son récit, de nombreuses et précieuses indications concernant aussi bien le domaine de l'administration que celui de la vie politique, religieuse, sociale ou, tout simplement, quotidienne que lui fournissent les abondantes archives locales (trop riches même puisque la présence de réglemets et autres pièces où il est question de juifs lui fait croire qu'il y en a encore à Bonnieux au XVIII^e siècle (voir p. 165) alors que, depuis le milieu du XVII^e, tous les juifs du pape ont été rassemblés impérieusement dans les quatre carrières d'Avignon, Carpentras, L'Isle et Cavaillon ainsi qu'il le signale lui-même à la page 118).

De nombreux documents sont ainsi cités, parfois longuement, et leurs références sont toujours données régulièrement en marge, avec la plus grande précision. D'autres figurent in extenso dans les annexes des pages 425 à 442. On peut ainsi glaner, au fil de la lecture, toutes sortes de renseignements dont beaucoup dépassent, par leur intérêt, le cadre étroit d'une histoire purement locale que l'auteur essaie de toujours replacer dans le courant de l'histoire générale de la Provence et de la France.

Une deuxième partie, plus brève fait, à partir de la page 305, l'inventaire des monuments et des sites de ce village qui, comme cela arrive souvent en Provence, est presque une petite ville, puisque, de la fin du Moyen Age jusqu'au XIX^e siècle, sa population se tient constamment entre 2000 et 3000 habitants. S'y ajoutent une explication des principaux toponymes du terroir, des notices sur les principales familles et les personnages marquants de l'histoire de Bonnieux, une liste très complète des viguiers et des consuls du XV^e siècle à la Révolution, puis celle des maires, une autre des prieurs, curés et vicaires, ainsi que des recteurs de la confrérie des pénitents blancs et un tableau des anciennes mesures en usage à Bonnieux.

Bien présenté sous une couverture en couleur ornée de deux belles vues du village, abondamment illustré de reproductions de documents d'archives, de photos de monuments ou d'objets, de plans et de cartes, l'ouvrage est muni aussi d'un index et complété par une présentation des sources manuscrites utilisées et une bibliographie, ce qui achève d'en faire un véritable instrument de travail très précieux pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de cette région du Luberon et de la Provence en général.

R. MOULINAS

Aux origines de l'Etat moderne. Le fonctionnement administratif de la papauté d'Avignon, Rome, 1990, 510 p., (Collection de l'Ecole française de Rome, n° 138).

L'étude du fonctionnement administratif de la papauté d'Avignon a connu dans les années récentes une avancée remarquable. L'Ecole française de Rome, dont on connaît

l'intérêt aujourd'hui plus que séculaire pour l'histoire de la papauté médiévale, n'est pas étrangère à ces progrès. Il n'était que naturel qu'elle prît l'initiative d'une table ronde (Avignon, 23-24 janvier 1988) pour proposer un bilan. L'achèvement de la publication des lettres communes d'Urbain V et la mise sur ordinateur des données contenues dans les registres de suppliques de ses quatre premières années de pontificat (seuls conservés) fournissaient une excellente occasion. En effet, l'essor des connaissances tient pour beaucoup à l'édition et au traitement informatique de certaines des grandes séries documentaires léguées par l'administration pontificale.

Présentées lors de ladite table ronde, les vingt-trois communications réunies dans le présent volume puisent toutes à ces nouvelles sources de savoir. C'est dire qu'elles sont érudites, voire pointilleuses, avec entre autres de savants apports à la diplomatie pontificale, comme ceux de Patrick Zutshi au sujet des lettres *sub anulo secreto* (« The political and administrative correspondence of the Avignon popes, 1305-1378 : a contribution to papal diplomatic », pp. 371-384). La précision des sujets abordés ne destine pas ces articles à un large public ; cependant, ils sont de ceux qui marquent le développement de la science historique. Mais encore, leur juxtaposition offre un panorama assurément large de la papauté d'Avignon.

En effet, ils s'articulent en quatre thèmes complémentaires. D'abord, les hommes sont cernés (« 1 - Le pape et son entourage ») : tant la personnalité de souverains pontifes, que les *familiae* cardinales ou la culture universitaire du personnel curial. Une seconde division est consacrée aux « relations » du gouvernement central de l'Eglise avec le monde de son temps. Elle pose la question de la connaissance de ce dernier, souvent de qualité (cf. Jean Coste, « Les lettres collectives des papes d'Avignon à la noblesse romaine », pp. 151-170). Elle met en valeur les rapports denses entretenus avec les États chrétiens, le rôle de nombreux procureurs, payés (Bernard Barbiche, « Les procureurs des rois de France à la cour pontificale d'Avignon », pp. 81-112). Un troisième temps, technique par excellence, aborde les « méthodes administratives ». Roberte Lench, par exemple, s'essaie à la délicate entreprise de retrouver « la localisation et l'organisation matérielle des services administratifs au palais des Papes » (pp. 293-312) : camérier, trésorier et leurs services ont toujours été logés à l'intérieur, par contre, chancellerie et pénitencier restèrent à l'extérieur. Une quatrième partie, de cohésion plus artificielle, s'intitule « objets et enjeux du gouvernement pontifical ». Je signalerai la minutieuse analyse, par Louis Duval-Arnould, des travaux préparatoires à la célèbre constitution apostolique *Cum inter nonnullos* (1323). Elle souligne combien le pape, ici Jean XXII, tout conscient qu'il fût de la « plénitude de sa puissance », prenait conseil avant de décider, avec dans le cas étudié un temps de réflexion d'environ deux ans (pp. 385-409).

La prolixité et la diversité des informations incluses dans le recueil ici présenté pourraient, il est vrai, en rendre l'utilisation difficile. D'opportunes préface et postface, réciproquement de Jean Favier (pp. 1-4) et de Bernard Guillemain (pp. 439-451), dégagent acquis et lignes de force. Plus que jamais, la papauté à l'époque d'Avignon se révèle comme un extraordinaire État bureaucratique et de finances « doté de méthodes et de compétences que lui envient les États temporels ». Le cas de la Pologne illustre d'ailleurs son influence sur l'un d'eux (Irena Sutkowska-Kuraś et Stanisław Kuraś, « La Pologne et la papauté d'Avignon », pp. 113-133). Toutefois, l'État pontifical apparaît d'une irréductible singularité : « peu inspiré de l'exemple des princes », il demeure unique, ne tendant pas à coïncider avec un territoire propre.

Au bout du compte, les nouveaux apports de la recherche justifient largement la réha-

bilitation, au moins la « réévaluation », de la « papauté avignonnaise », entreprise il y a plusieurs décennies par Yves Renouard ou G. Mollat, mais qui n'a pas encore pénétré tous les esprits. Réhabilitation qui s'étend à la personne des papes, hommes de valeur jusqu'au for de la conscience. Paul Amargier (pp. 33-39) le rappelle, comme Anne-Marie Hayez (p. 7-31), pour le bienheureux Urbain V, mais aussi pour Benoît XII. Je retiendrai encore l'attachante figure d'un Clément VI, longtemps symbole de la « corruption » avignonnaise, que les derniers travaux confirment comme un pape prudent, bienveillant et charitable.

Jean-Paul BOYER

HANS-GEORG VON MUTIUS, *Rechtsentscheide Mordechai Kimchis aus Südfrankreich (13/14. Jahrhundert)*, trad. et expliqué par H.-G. v. Mutius, (Judentum und Umwelt, XXXI), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, Berne, New York et Paris, 1991, III + 192 p., 21 X 14,5 cm.

HANS-GEORG VON MUTIUS, *Rechtsentscheide Isaak Kimchis aus Südfrankeich*, I, trad. et expliqué par H.-G. v. Mutius, (Judentum und Umwelt, XXXV), Francfort-sur-le-Main, Berlin, Berne, New York, Paris et Vienne, 1992, IV + 223 p., 21 X 14,5 cm.

Depuis longtemps les historiens ont conscience de l'importance qu'il faut accorder aux *responsa* des rabbins (l'équivalent de *consilia sapientium*) pour la connaissance de la société juive. Les premières collections de telles *responsa* remontent au Haut Moyen Age, lorsque la vie juive, dont le centre se trouvait encore au Moyen-Orient, était dirigée par les *Geonim*, c'est-à-dire les recteurs des académies (*yeshivot*). Cette pratique se poursuit de nos jours encore. Des rabbins, réputés pour leur compétence, répondent aux questions posées par des individus ou par des tribunaux et tentent de résoudre les problèmes que soulève la vie courante. Leur autorité ne s'étend pas à tous les domaines de la vie (la juridiction criminelle leur était interdite au Moyen Age occidental), mais ils interviennent souvent, non seulement sur des points de la vie religieuse, mais également sur des problèmes relevant du droit civil. Cependant il est particulièrement intéressant de compiler ces recueils pour se faire une idée de la vie privée de l'époque : la lumière est ainsi faite sur le mariage, le divorce et l'héritage, nous permettant de suivre les changements de structures et leurs développements selon l'époque et l'espace. C'est donc une source indispensable pour les historiens, juifs et parfois même non juifs. Ces dernières années, deux universités israéliennes, les universités de Bar Ilan et de Jérusalem se sont mises à indexer ces trésors et même elles ont entrepris de les traiter avec des méthodes informatiques.

Les recueils de *responsa* les plus importants du Moyen Age « classique » et du Bas Moyen Age viennent essentiellement d'Espagne, d'Italie et des terres de l'Empire germanique. La France du Nord en est pratiquement (mais pas totalement) dépourvue et le midi de la France connaît à peu près le même destin. La Provence a produit surtout un recueil important (dont une partie est aujourd'hui conservée à Oxford, ms. Bodl. 2550, et l'autre à Londres, British Library, ms. Add. 22089), mais il en existe un autre encore, il s'agit de ms. Hébr. 1390 de la Bibliothèque nationale à Paris. Ce dernier a fourni, il y a une centaine d'années, un nombre considérable de textes à Israël Levi qui les a publiés

sous le titre : « Un recueil des consultations inédites de rabbins de la France méridionale », *REJ*, 38, 39, 43, 44 (1899-1902). On y trouve par exemple un dossier important sur un « procès de mariage » dans une grande famille des Tibbonides, qui aux alentours de la moitié du XIII^e siècle était principalement établie à Marseille et à Naples (cf. Isidore Loeb, « Le procès de Samuel Ibn Tibbon, Marseille 1255 », *REJ*, 15 (1887), p. 70-98, 16 (1888), p. 124-137). La région de la Haute-Provence, Manosque, Forcalquier et Apt surtout, est représentée par des *responsa* de Mordechai et Isaak Kimhi, le père et le fils, qui vivaient à proximité de la vallée du Rhône, à Nyons, et avaient des rapports directs avec Levi ben Gershom (1288-1344) et avec bien d'autres autorités rabbiniques de l'époque, revêtent une importance toute particulière pour la connaissance de la génération qui a précédé la peste noire. Il est peut-être possible que nous devions à leur initiative d'avoir recueilli les *responsa* qui sont devant nous.

Des années durant, les chercheurs furent obligés de se rendre en Angleterre pour consulter le recueil le plus important ou étaient réduits à en demander le microfilm. En 1967, le savant tamuldiste Abraham Sofer l'a publié de façon exemplaire à Jérusalem ; cependant l'accès en était limité aux seuls hébraïsants. Longtemps nous avons regretté cet état de chose et c'est avec joie que nous avons accueilli l'initiative de Georg von Mutius d'en réaliser une traduction, d'autant plus que les nombreux travaux de ce type déjà publiés par ce savant étaient un gage de réussite. Les deux recueils publiés à brève échéance en 1991 et en 1992 ont amplement répondu à notre attente. G. von Mutius s'attaque à des textes savants qui offrent de très grandes difficultés de compréhension. Il les traduit en entier, en ajoutant des explications et des références à la littérature talmudique et rabbinique.

Alors que l'on n'a pas assez de louanges envers l'effort de traduction et d'explication réalisé par notre savant collègue, il en va autrement de sa politique de présentation des textes qui n'est pas tout à fait claire et même laisse beaucoup à désirer. Dans l'édition Sofer qu'il avait devant lui, chacun des 177 *responsa* était séparé par un blanc du *responsa* suivant et portait un numéro. Il n'en est rien chez G. von Mutius. Pour connaître le numéro traduit, il nous faut fâcheusement attendre la dernière note de la traduction. Il aurait peut-être fallu introduire chacun des textes par un court résumé de trois ou quatre lignes pour que le lecteur sache quel est le sujet traité ; c'est cependant une chose qu'on laisse habituellement à l'appréciation de l'auteur. Cependant l'absence d'une simple liste indiquant la correspondance entre les traductions et l'original, chez Abraham Sofer, Israël Levi ou le ms. Paris, B.N. 1930, est impardonnable. On espère que dans les livres qui vont suivre, (il reste encore beaucoup de textes à traduire), le lecteur ne sera plus obligé de surmonter des handicaps de ce genre, et que l'accès au si précieux travail de notre collègue allemand sera grandement facilité.

Joseph SHATZMILER.

Gabriel AUDISIO, *Procès-verbal d'un massacre. Les Vaudois du Luberon (avril 1545)*, Aix, Edisud, 1992, 158 p., 11 illustrations et cartes.

Spécialiste reconnu de l'histoire des Vaudois, l'auteur avait publié voici dix ans le mémoire de l'avocat J. Aubery, une des meilleures sources sur les tragiques événements de 1545. Parmi les pièces utilisées par Aubery figurait une copie du texte du procès-verbal de l'exécution de Cabrières et Mérindol. C'est ce document, publié d'après

l'original conservé à la Bibliothèque Méjanes que Gabriel Audisio met à la disposition du public. En une cinquantaine de pages d'introduction, l'auteur rappelle l'origine historique du valdésisme et les circonstances et les modalités de l'installation de Vaudois en Luberon, évoque les conditions de leur « invention » et les origines de l'affaire politique et judiciaire qui tourne au drame au printemps 1545, relate les événements de cette « semaine sanglante » et s'attache aux formes et aux déformations du souvenir de ces faits encore fortement inscrits dans la mémoire collective. Le texte de l'arrêt est ensuite publié avec, en regard, une adaptation en français moderne¹. De nombreuses notes et deux séries de notices sur les noms de personne et les noms de lieu figurant dans le document en facilitent la lecture. Voici un travail de vulgarisation, au sens le plus noble du terme, qui rendra les plus grands services.

Noël COULET

J. PIÉGAY, 1591 : *Vinon, la victoire oubliée. Etude historique* ; Association d'Histoire et Archéologie de Vinon-sur-Verdon, 1991, 80 p.

La bataille des plaines de Vinon est citée incidemment dans les histoires de la Provence mais elle n'avait guère fait jusqu'ici l'objet d'une étude. Aussi J. Piégay a-t-il rédigé à l'occasion de son quatrième centenaire ce petit ouvrage qui s'appuie à la fois sur un dépouillement des archives, les témoignages publiés et manuscrits des contemporains et les travaux des historiens, remontant pour la plupart à un siècle ou davantage. L'œuvre de G. Audisio aurait cependant pu apporter des informations utiles pour les premières pages. La connaissance du terrain qu'a J. Piégay lui a permis d'indiquer nettement la localisation des travaux préalables de mise en défense du bourg puis de reconstituer le plan de bataille et ses grandes étapes. Les enjeux du combat sont définis, de même qu'est expliquée par l'absence de Lesdiguière et la mort rapide de La Valette la relative discrétion de la postérité, en particulier dans l'histoire du règne d'Henri IV. Il aurait été en revanche intéressant d'examiner quel écho cette défaite a pu avoir dans l'historiographie de la maison de Savoie. L'auteur a eu aussi le souci de retracer les perturbations que la guerre apporte à la vie quotidienne des habitants par un dépouillement minutieux du registre des délibérations communales de Ginasservis, village voisin de Vinon où cette source significative n'est pas conservée. La comparaison des deux cadastres de 1556 et 1604 donne cependant la mesure de l'ampleur considérable des saccages et des pertes de population que Vinon a subies pendant les dernières décennies du XVI^e siècle. L'on trouvera enfin en annexe quelques remarques sur la peste à Manosque en 1591. L'histoire des guerres de religion est, si l'on excepte la récente thèse de Wolfgang Kaiser sur Marseille ligueuse, l'un des secteurs les moins fréquentés de la recherche régionale. Cette étude d'« histoire-bataille », géographiquement limitée mais aux préoccupations larges, démontre son grand intérêt.

Régis BERTRAND

1. Il faut corriger p. 61 la traduction de « tornegayre » par tournejarre. Il ne s'agit pas d'un potier, mais d'un tourneur (sur bois). Le mot est attesté sous cette forme par Pansier à la fin du XV^e siècle.

L'été Peiresc. Fioretti II. Nouveaux mélanges. Académie du Var, sous la dir. de Jacques FERRIER, Avignon, Aubanel, 1988, 334 p., nombre illustr.

En 1981, l'Académie du Var célébrait par *Les Fioretti du quadricentenaire de Fabri de Peiresc* (déjà chez Aubanel) la naissance de l'humaniste provençal. En 1988, elle récidivait heureusement avec le présent volume, riche de sa diversité, bien présenté, bien illustré. C'est un « bouquet culturel » composé de deux grandes parties. La première (p. 7 à 40) est consacrée à la commémoration du 350^e anniversaire de la mort de Peiresc (1637), comportant, entre autres deux homélies prononcées à cette occasion l'une à Toulon, l'autre à Belgentier, où Peiresc conservait la maison de sa naissance ; et aussi la liste des festivités s'étant déroulées dans la commune de Belgentier et dans le Var. La seconde (p. 41-330) offre une série de contributions, les unes plus biographiques, d'autres davantage « littéraires », d'autres, enfin, sont de véritables études sur Peiresc et son œuvre.

On ne peut évidemment pas rendre compte en détail de chaque article. Ce qui fait l'intérêt de l'ouvrage, c'est la dévotion de tous les participants à l'homme et à sa fantastique culture. On est frappé par sa curiosité encyclopédique : astronomie (il découvre la nébuleuse d'Orion en 1610), numismatique, archéologie, « sciences naturelles », paléontologie, ethnographie, philologie, histoire... tout lui est bon. Sa vie, inscrite dans un temps de révolution intellectuelle, s'étend symboliquement, comme le fait remarquer un des contributeurs, de l'année de parution des *Essais* de Montaigne à celle du *Discours de la méthode* de Descartes.

Outre les études présentées, on trouve aussi des documents originaux, telle cette partie provençale du *Voyage de Paris à Rome* (p. 55-96) d'un correspondant de Peiresc, J.-J. Bouchard, qui révèle un fin observateur et surtout l'esprit en éveil d'un homme qu'attiraient aussi bien les paysages que les hommes, les plantes que les coutumes locales. Et du même auteur, des notes d'une biographie anecdotique de Peiresc.

On sait l'importance de la correspondance érudite, à l'époque moderne, dans la vie de l'esprit et le progrès des sciences : elle remplaçait les « colloques » dont nous sommes si friands. Le « provincial universel », comme l'a excellemment appelé V.-H. Debidour, a entretenu des relations épistolaires intenses avec les membres de la « République des lettres », jusqu'à des correspondants à l'étranger : Italie (p. 119-130), Angleterre (p. 151-160), Capucins missionnaires d'Orient (p. 189 et sv). Peiresc, quoiqu'on en ait dit parfois, n'a pas méprisé les femmes (p. 161-183), même si, comme beaucoup d'intellectuels de son temps (pensons au conseil de J.S. Pitton, l'historien d'Aix, à son fils) il a pensé que l'amour des Belles-Lettres était peu compatible avec les soucis d'un « ménage », et qu'il a appliqué ce constat à sa propre vie.

Un étrange dossier sur le *Livre d'Enoch* (p. 183-214) révèle le double comportement de Peiresc à l'égard des livres rares : bibliophile sans doute, mais aussi très attaché à comprendre un contenu mal connu, d'où son souci d'obtenir la meilleure traduction par quelqu'un de compétent en langues orientales. Un autre dossier tout aussi ouvert : Peiresc et la littérature provençale, principalement poétique (p. 261-304 y compris l'hommage de félibres) qui repose la question de son attitude face à la langue provençale.

Enfin l'ouvrage se termine, à propos de la « quadruple odyssée des comtes de Provence », par une évocation de Peiresc historien, à la fois comme dénicheur de documents et comme rédacteur possédant conjointement des qualités de narrateur et un sens critique indispensable, sans lesquels il n'est pas d'œuvre historique valable et durable.

Ce recueil constitue finalement le complément, aussi utile qu'agréable, aux premiers *Fioretti* et vient compléter la bibliographie peirescienne.

Marcel BERNOS.

Anthony TURNER, Nadine GOMEZ, *Pierre Gassendi explorateur des Sciences*, Catalogue de l'Exposition pour le Quatrième centenaire de la naissance de Pierre Gassendi, Préface de Tullio GREGORY, Musée de Digne, Digne-les-Bains, 1992, 204 p.

Que la ville de Digne ait prit à cœur de fêter « dignement » (si l'on ose cet à-peu-près qui a dû beaucoup servir) l'anniversaire de celui qui fut son héraut et reste son plus illustre citoyen, on pouvait s'y attendre trente-sept ans après les mêmes célébrations du tricentenaire de sa mort en 1955. Cette fois-ci, outre les colloques et même une émission de France-Culture (Série « Une Vie, un Œuvre »), l'occasion a été marquée par des rééditions et traductions importantes¹ et par cette exposition qui a donné lieu à un copieux catalogue bien illustré et agréablement présenté.

Le contenu obéit aux lois d'un genre désormais consacré dans la production des livres d'art. Pour chaque section, une présentation, et une suite de notices sur les objets présentés. Mais, même si l'aspect artistique n'est pas négligé (voir en particulier *in fine* la copieuse galerie des portraits constituant une sorte de « fortune iconographique » du personnage), l'originalité tient ici au thème d'ensemble retenu qui concerne le travail scientifique de notre philosophe, les travaux de Pierre Humbert et ceux d'Alexandre Koyré (ce dernier non cité en bibliographie) étant déjà lointains. Une interprétation générale éclairante, par Tullio Grégory, replace d'abord cet aspect dans l'œuvre entière. On s'étonne un peu, pour la lecture, d'une absence de traduction des nombreuses citations en latin, dans un ouvrage ayant vocation à une large diffusion.

Les détails concrets sur la vie, les amitiés, les voyages et le cadre de vie fourmillent ensuite dans le corps de l'ouvrage adoucissant ce qu'à de nécessairement austère une vie intellectuelle scandée par des publications aux sujets parfois énigmatiques et illustrée par la série des pages de titres et les instruments d'époque. Sont examinées tour à tour, la découverte du vivant avec le microscope, l'étude de la nature, géologie et météorologie, l'activité historique, mais surtout les études astronomiques et physiques à juste titre privilégiées. Un regret : celui de ne pas voir mieux évoqué l'admiration pour Pascal et passé sous silence l'expérience du baromètre effectuée sur le Mont Faron à Toulon au soir de sa vie, en relation avec le problème du vide, dont la place est centrale dans sa conception d'un espace absolu opposé à l'étendue cartésienne². Gassendi ne resta pas insensible à l'« extraordinaire effervescence », déchaînée autour de 1647-48, par ces expériences barométriques. En revanche, la section sur la géologie offre des aperçus tout à fait originaux, dans la ligne des études effectuées récemment par François Ellenberger. On pourra y constater ses intui-

1. Trois publications importantes : Pierre GASSENDI, *Initiation à la théorie de la musique. Texte de la « manuductio »* traduit et annoté par Gaston GUIEU, Edisud, Aix, 1992, 95 p. Du même, la *Vita Peireskii* a été traduite par Roger LASSALLE et Agnès BRESSON aux Editions Belin, sous le titre (en couverture) de *Peiresc le « Prince des Curieux » aux Temps du Baroque*, Paris, 1992, 351 p. Quant à l'*Ecclesia Dimiensis, L'Eglise de Digne*, voir recension ci-après.

2. Voir la lettre de Gassendi à Bernier de 1652 (*Opera omnia*, t. VI, p. 284 et suivante de l'édition de Florence, 1727), et la Vie de Gassendi de Bougerel, qui rappelle l'expérience effectuée le 5 février 1650, « sur la plus haute montagne de Toulon avec Neuré, Blondel, Bernier, Chapelle, La Poterie, son secrétaire, pour faire l'expérience du vuide avec le vif argent ». Egalement le texte des *Animadversiones* (Appendix) intitulé *De facto novo circa Inane Experimento*, traduit par Bernard Rochot (Revue d'Histoire des Sciences et de leurs applications, 1963, 1 pp. 53-76).

tions étonnantes concernant la continuité des couches et le travail de l'érosion et des eaux souterraines. L'oubli postérieur de nombre de ces aspects dans l'œuvre de Gassendi ne saurait justifier les jugements abrupts auxquels elle a parfois donné lieu, opposant complaisamment son manque d'avenir ou son « atomisme vulgaire » (Pierre Chauau) à celle de Descartes. Sa physique est un atomisme aménagé et, s'il n'a pu partager l'idée à venir d'une *mathesis* universelle, contraire à sa méthode empiriste, il a compris le rôle des mathématiques dans des domaines nouveaux³. En astronomie, l'exposition présentée un son et lumière d'après une lettre à Peiresc (éclipse de soleil du 16 juin 1630) permettant de saisir son travail au quotidien. Sont ici bien mis en valeur les aspects méthodique, continu et exemplaire du travail de Gassendi, préparant l'épanouissement de l'« école » méridionale d'astronomie autour de 1680 (J.M. Homet).

On rapprochera ce catalogue de la récente traduction française de l'album *Galilée, l'expérience sensible* (Editions Vilo, 1990), les contenus respectifs pouvant donner une bonne idée des conditions matérielles de la science en révolution, dont Peiresc et Gassendi assurèrent la transmission vers l'Europe du Nord : le milieu savant parisien, mais aussi en Angleterre (John Locke, Robert Boyle) et même aux Pays-Bas ou en Allemagne. On est à cet égard reconnaissant pour les minutieux tableaux présentant la chronologie des déplacements et l'emploi d'une vie, partagée pour l'essentiel entre Digne, Aix et Paris. Le présent ouvrage enrichit ainsi utilement l'histoire des sciences dans la bibliothèque provençale autant que dans celle du dix-septième siècle en général.

Georges PICHARD.

Pierre GASSENDI, *L'Église de Digne*, Traduction nouvelle et annotée avec le texte latin en regard par Marie-Madeleine VIRE, Digne, Société Scientifique et Littéraire des Alpes de Haute-Provence, 1992, 2 vol. 400 et 35 p. ill.

En célébrant le quatrième centenaire de la naissance de Gassendi, la ville de Digne n'a pas oublié l'historien à côté du philosophe et du savant. La générosité de la municipalité a permis l'impression d'une édition bilingue de la Notice sur l'église de Digne parue en 1654. Cet ouvrage n'avait plus fait l'objet de traduction depuis celle qu'en avait donnée F. Guichard en 1845. La publication qui nous en est proposée, fort commode d'utilisation, place la traduction en face de l'original latin et s'accompagne d'un livret-index distinct du volume principal. L'ouvrage retient l'attention par l'éclairage qu'il jette sur une des faces les moins connues de la personnalité scientifique de Gassendi, l'historien. On appréciera son esprit critique : s'il admet l'épiscopat de Saint-Domin, il sait se montrer prudent sur la fondation du couvent des Mineurs par saint François en personne ! On notera son souci des documents d'archives : prévôt de la cathédrale, il met en œuvre les chartes et registres conservés par le chapitre. Ce livre peut aussi se lire autrement, comme un témoignage direct sur la ville de Digne au XVII^e siècle, sa topographie civile et religieuse, ses usages liturgiques, sa situation économique au lendemain des guerres de

3. Cf. *Initiation à la théorie de la musique (op. cit.)*, p. 14-15, note 5 : « Gassendi, à la pointe du progrès, est déjà sûr que la mathématisation des recherches sur la chaleur est sur le point d'aboutir et il peut se permettre d'affirmer que celle-ci participe de la quantité ». Cette application des mathématiques est bien sûr encore plus effective dans le domaine de la musique.

religion et de la terrible peste de 1629 à laquelle est consacré un long chapitre. Les traditions dont il se fait l'écho méritent également attention et l'on regrette que sa mémoire ne lui permette pas de dire chez quel auteur il a trouvé trace d'une canonisation de l'illustre Provençal rescapé des Vêpres Siciliennes, « un saint Raynaud Porcellet... épargné par les Siciliens... à cause de sa piété et de sa vertu reconnue ».

Noël COULET.

Georges DIOQUE, *Un Haut-Alpin à Marseille. Le baron Anthoine 1749-1826. Du grand négoce à la mairie* (Société d'Etudes des Hautes-Alpes, 1991, 232 p.).

Depuis le légendaire Protis, cet étranger du bassin oriental de la Méditerranée qui fonda Marseille, nombreux sont les hommes entreprenants qui tentent leur chance sur les rives de ce port. Certains y font fortune, mais peu connaissent un destin aussi exceptionnel que celui d'Antoine Anthoine, jeune *Gavot* inconnu qui descend des Alpes dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et parvient en quelques dizaines d'années aux plus hauts degrés de la pyramide sociale : richesse acquise dans le négoce, importantes fonctions administratives, honneurs, titres nobiliaires, alliances les plus prestigieuses avec des souverains européens.

Georges Dioque a le mérite de s'être penché sur cet itinéraire remarquable et d'en retracer les étapes dans un ouvrage vivant, agréable à lire. Descendant lui-même d'une famille d'Embrun, la ville natale d'Antoine, l'auteur cerne les origines sociales de son personnage. C'est l'aîné de sept enfants d'un avocat et lieutenant-général de police d'Embrun ; il reçoit une solide instruction chez les Jésuites mais ne peut envisager une belle carrière juridique dans la France d'Ancien Régime sans l'acquisition d'une charge de magistrat. Sa famille n'en ayant pas les moyens, le jeune homme opte pour le négoce et choisit Marseille où il s'expatrie à dix-huit ans.

Pourquoi cette activité et pourquoi cette ville plutôt qu'une autre ? Sa parfaite connaissance du milieu familial permet à l'auteur d'apporter des réponses nouvelles à ces questions. Certains membres de la famille Anthoine exerçaient déjà des professions commerciales et, de plus, il existe des liens de parenté entre les Anthoine d'Embrun et Alexis Rostand, marchand-drapier à Marseille. Selon toute vraisemblance, le jeune Antoine s'est formé auprès d'Alexis Rostand avant de travailler pour le compte de Jacques et Louis Seimandy, riches négociants de la place qui l'envoient comme régisseur à Constantinople en 1771.

Antoine va donner sa pleine mesure sur ce nouveau théâtre. Sa curiosité d'esprit et son intelligence des affaires lui font pressentir le rôle économique qu'est appelée à jouer la mer Noire, toujours sous domination ottomane mais ouverte à la navigation et au négoce européens par le traité de Kaïnardgi (1774). Il est persuadé que les relations commerciales de Marseille avec la Russie et la Pologne seront plus avantageuses par cette voie du sud que par la mer Baltique. Le gouvernement français le soutient dans ce rôle de pionnier en subventionnant une mission exploratoire qu'Antoine mène des côtes de Crimée à Moscou et à Saint-Petersbourg (1781-1782), en lui accordant une aide financière pour la création de son propre établissement commercial, en l'exemptant de certains droits d'entrée en France et en lui passant des commandes pour l'arsenal de Toulon. Anthoine fonde un comptoir à Cherson, nouvelle ville russe à l'embouchure du Dniepr, et fait fortune en quelques années malgré les vicissitudes de la politique russo-turque, fortune qui surnage

aux tempêtes de la Révolution. Les pages que l'auteur consacre à cette activité professionnelle sont intéressantes et documentées ; elles tiennent compte de l'ouvrage que publie Anthoine en 1805, *l'Essai historique sur le commerce et la navigation de la mer Noire*, comme des travaux récents de Jean-Louis Van Regemorter.

Pour remarquable qu'elle soit, cette réussite n'est cependant pas unique dans le négoce marseillais du XVIII^e siècle où d'autres nouveaux venus se sont brillamment illustrés. Pour nous en tenir aux hommes d'origine alpine, rappelons le cas de Joseph Hugues né dans le Haut-Dauphiné ou celui de la famille Audibert, des environs de Sisteron.

En fait, si l'ascension sociale d'Anthoine leur est supérieure, c'est grâce à un extraordinaire coup de pouce du destin qui lui fait épouser en 1786 l'une des filles d'un négociant marseillais, Rose Clary. Les sœurs Clary, on le sait, sont appelées aux plus hautes destinées : l'une Julie prend pour mari Joseph Bonaparte, et devient reine de Naples puis reine d'Espagne ; l'autre Désirée, un temps fiancée à Napoléon Bonaparte s'unit à Jean Bernardotte et monte sur le trône de Suède. Par son mariage, Anthoine entre dans une famille dont l'ascension est prodigieuse et la faveur considérable à la cour impériale, une des familles « les plus puissantes, après les Bonaparte et les Beauharnais, de tout ce qu'avait élevé la Révolution », constate Thibaudeau dans ses *Mémoires*. A son tour, Anthoine marie ses filles à des dignitaires de l'Empire, l'une au maréchal Suchet, duc d'Albuféra, une autre à l'amiral Denis, duc Decrès, ministre de la marine de Napoléon (un arbre généalogique des Clary et de la descendance d'Anthoine aurait été utile).

Dès lors, on est en droit de s'attendre aux plus hautes charges et aux plus grandes distinctions pour ce parent par alliance des Bonaparte. Sans doute, Anthoine n'est pas oublié dans la manne que Napoléon fait pleuvoir sur sa propre famille : légion d'honneur, nomination au conseil de commerce de Marseille, au conseil municipal (1804) puis au poste de maire (1805-1813), noblesse impériale avec le titre de baron de Saint-Joseph (1808). Mais ces faveurs ne répondent pas aux ambitions d'Anthoine qui veut asseoir sa notabilité marseillaise sur une fonction dans la capitale. Tour à tour, il cherche à faire partie du conseil général du commerce auprès du ministre de l'intérieur, à entrer au Corps législatif, à être nommé au Sénat. En vain, malgré les appuis dont sa famille bénéficie. Comme le note Georges Dioque, l'Empereur fait toujours barrage, ne souhaitant pas la présence d'Anthoine à Paris.

On peut s'interroger sur les raisons de cette attitude. Faut-il y voir, comme le suggère l'auteur, une intransigeance exagérée d'Anthoine pour le rétablissement de la franchise du port de Marseille, à laquelle Napoléon est absolument opposé ? Les réticences de l'Empereur ont sans doute une origine plus profonde et doivent tenir, selon toute vraisemblance, à la personnalité même d'Anthoine. On touche là les limites de l'homme qu'on aurait aimé voir mieux soulignées, limites évoquées par le préfet Thibaudeau qui administre le département des Bouches-du-Rhône de 1803 à 1814 et qui se heurte au maire de Marseille. Le portrait qu'il en fait, vaniteux, tatillon et tracassier, explique bien des réactions de la haute administration impériale¹. Le conseiller d'Etat Siméon écrit d'Anthoine

1. « Jaloux de ses attributions, soupçonneux, défiant, lourd au travail, voulant tout voir et tout faire, il se noyait dans les détails, il écrivait lettres sur lettres aux autorités, aux conseillers d'Etat, aux ministres, à l'Empereur, le plus souvent pour des minuties dont il faisait des affaires graves. Repoussé, il ne se tenait pas pour battu ; condamné, il en appelait ; débouté en appel, il ne s'en épouvantait pas, il revenait à la charge. Enfin, après avoir épuisé tous les degrés de juridiction et frappé inutilement à toutes les portes, il ne renonçait pas à ses poursuites ; il attendait patiemment un changement de circonstances, de personnages, de principes, et il se représentait au combat ». (*Mémoire de A.-C. Thibaudeau 1799-1815*, Paris, 1913, p. 183).

qu'« au ministère de l'Intérieur, les préventions sont contre lui ; il a fatigué tout le monde de ses lettres et de ses prétentions. » Quant à Napoléon, il se contente de déclarer à Thibaudeau dans une audience aux Tuileries : « Je le connais bien, laissez-le dire et allez votre train ». Une plus large utilisation des témoignages contemporains aurait permis de nuancer la personnalité et l'action du maire de Marseille.

Il reste que la carrière d'Anthoine demeure une exception. Seule une période d'intense brassage comme le furent la Révolution et l'Empire permet à un homme entreprenant, parti de rien et favorisé par la chance, de se hisser au sommet de la hiérarchie sociale. L'ouvrage de Georges Dioque, agrémenté d'illustrations et pourvu d'un index utile, en fournit le parfait exemple.

Roland CATY.

Roger CARCASSONNE, *Une vie. Entretiens avec Charles Ebgy*, préface d'Edmonde-Charles Roux, Nice, Z'Éditions, s.d., 188 p.

Conseiller général de Salon-de-Provence de 1937 à 1982, conseiller de la République puis sénateur de 1946 à 1971, à ce titre parlementaire européen, Roger Carcassonne est mort le 28 novembre 1992 à presque 90 ans. Avec lui, disparaît l'un des derniers représentants d'une cohorte d'élus qui, derrière Gaston Defferre, a marqué profondément notre région depuis la Libération. Par delà des origines diverses, enracinés dans la tradition républicaine locale, marqués par les luttes des années trente et, plus encore, par l'expérience imposée par la guerre, Vichy et l'occupation, ils se sont identifiés à une ville ou à une région et à un parti, la SFIO. Hommes d'actions et de représentations, amateurs de paroles plus que d'écrits, ils n'ont pas eu le temps, ni le goût, de raconter leurs souvenirs, sinon par bribes.

C'est dire l'intérêt des entretiens que Charles Ebgy a réussi à soutirer, non sans difficultés, à Roger Carcassonne. L'âge et, avec lui, l'approche inéluctable de l'échéance n'auraient sans doute pas suffi à le convaincre de la nécessité de laisser cette trace s'il n'y avait eu l'intolérable, le signe qu'une page était tournée, mais dans le mauvais sens, en arrière, la victoire dans son ancien fief de ce contre quoi il s'était éveillé à la politique, ce nationalisme qui avait fait de Dreyfus sa cible. D'où le sentiment qu'il était temps de témoigner, sans emphase, sans les effets de manche que l'on aurait pu craindre d'un avocat doublé d'un orateur habile à séduire et prompt à faire rire.

Ces entretiens ont donc deux mérites élémentaires : ils racontent l'itinéraire d'une personnalité politique significative d'un moment d'histoire régionale et ils sonnent vrai. Tout en prenant du recul à l'occasion, le questionneur, lui aussi socialiste et juif, se sait trop indulgent, et ne cache pas la pudeur qu'il a devant les silences d'un personnage qui, par bien des côtés, le fascine. L'historien aurait aimé des questions moins naïves (sur l'étoile jaune en zone sud par exemple) et plus incisives lorsque l'acteur joue de l'anecdote – et il y en a de très bonnes – ou se réfugie dans le lieu commun, voire dans l'in vraisemblable. Mais ce respect – respect de l'homme et respect du texte enregistré – n'en permet pas moins de cerner la façon de penser et de réagir d'un témoin privilégié qui garde le charme dont il a usé au cours de sa carrière, beaucoup de mémoire et toutes ses convictions.

Roger Carcassonne déroule un récit qui peut se lire sur plusieurs plans. Il décrit une

activité politique typique des gros bourgs provençaux et de ces républiques – la III^e et la IV^e – qui restent pour les vieux militants qui s'en souviennent comme les « vraies » républiques. Rythmé par le temps fort des joutes électorales, c'était le temps de la connivence entre l'élu et ses électeurs. Il y a moins à dire de la V^e sur ce plan et l'on sent par là, involontairement, combien la place du notable local a changé. Mais l'homme de terrain, couvant le sien avec pragmatisme, se révèle aussi parlementaire participant aux débats nationaux et à la vie internationale à travers la commission des Affaires étrangères et un Parlement européen qui lui ouvre un nouveau territoire de prédilection. Par ailleurs, le militant fait entrevoir la vie d'un parti qu'il n'a jamais quitté, même s'il laisse percevoir de l'amertume ici ou là vis-à-vis de ceux qui l'ont poussé un peu vite à la retraite ou de ceux qui ont défié Gaston Defferre. Car cette fidélité, contre vents et marées, à un parti qui, moins qu'une carrière, a fait sa vie publique, est aussi celle à un réseau dont la clé de voûte était le maire de Marseille. Au total, ressort un milieu dont la seule évocation dit toute la signification historique : une bourgeoisie républicaine de tradition, mais glissant comme souvent du radicalisme au socialisme et du commerce à la chicane, imbibée de culture classique à tous les sens du terme, un petit monde où les hommes, quelque peu coqs de village, amoureux du progrès et de la vie, s'engagent au cœur de la sociabilité locale, en se voulant au service de la petite communauté où ils vivent et à qui ils donnent leur temps et leur énergie au point de se confondre avec elle, des élus pas théoriciens pour deux sous, mais socialistes « pratiques ».

Les dernières pages sont sans doute les plus révélatrices. Poussé par Charles Ebguy, Roger Carcassonne sort du registre bienveillant et assez distancié. Il réagit sur le « clientélisme », explique son engagement à gauche – réaction de quelqu'un qui prend conscience de ses privilèges par rapport à ses camarades de l'école laïque qui auraient pu eux aussi poursuivre des études s'ils n'avaient été d'un milieu modeste – et évoque une judéité a priori paradoxale pour un athée, Salonnais, Provençal, Français, issu d'une famille plus anciennement installée ici que beaucoup d'autres et parfaitement laïque. Le paradoxe est née de l'Affaire que l'on évoquait dans son enfance et pour laquelle il n'a jamais cessé de se passionner. C'est elle qui a fait de lui un juif, puis Vichy et l'occupation qui, après sa participation à la naissance de la Résistance aux côtés de Félix Gouin, l'ont contraint à l'angoissante quête d'un asile introuvable. Juif, il l'est devenu « plus par réaction à l'antisémitisme que par culture ou par mémoire », mais, comme l'on ne saurait conclure sur Roger Carcassonne par une note tragique qui lui ressemblerait si peu, et pour reprendre une formule drôle qu'il n'a pu s'empêcher de retorqueur un jour à l'un de ses collègues néerlandais qui se présentait comme « chrétien historique », il était lui un « juif géographique ».

Jean-Marie GUILLON.

Robert FOSSIER, *La société médiévale*, Paris, Colin, 1991, 463 p.

Fidèle à l'esprit de la collection U, qui est d'offrir des manuels de synthèse pratiques et clairs, R. Fossier tente ici de cerner les contours de la société médiévale, en s'appuyant sur la recherche récente en histoire et dans les sciences auxiliaires de celle-ci telle l'archéologie. Un index des notions rend le manuel très maniable.

Dès l'introduction le champ géographique de l'étude est délimité, excluant les mondes

arabe et byzantin, afin de privilégier l'homogénéité de l'étude en envisageant des pays chrétiens « de même rythme de développement, même niveau économique, même comportement mental ». Une vision dynamique de l'histoire sociale est présentée, fondée sur l'évolution des structures mentales et économiques, dont un des mérites est de faire voler en éclats les cadres chronologiques qui définissent traditionnellement le Moyen Âge : à une période de contraction (320-920) vont succéder une phase de détente (920-1270) puis d'accélération (1270-1520).

Le haut Moyen Âge n'offre pas de mutation fondamentale des usages mentaux avant le X^e siècle. Dès les années 320, en effet, un rapprochement s'effectue, de part et d'autre du limes romain, tant sur le plan des mentalités que sur celui des pratiques économiques, rapprochement qui va permettre la fusion des élites, passées les « invasions barbares », perpétuant une hiérarchie sur laquelle se fonde l'édifice social. La société qui apparaît alors, dans un contexte d'économie languissante, est une société figée, contraignante (insécurité, poids des structures familiales et des solidarités de groupes), hiérarchisée et où l'individu n'a pas encore sa place.

A partir des XI^e-XII^e siècles s'opère ce que R. Fossier appelle une révolution : l'encellulement et le rapprochement des hommes par la naissance des villages, des seigneuries banales, le développement des villes. Ce rapprochement peut également s'effectuer par des liens horizontaux d'intérêts ou d'affinités : confréries, métiers, communautés villageoises, communes urbaines. Le contrat, conjuguant la parole et le geste symbolique, régit les rapports sociaux et garantit contre tout ce qui pourrait bouleverser l'ordre social. Deux lignes de fracture viennent cependant brouiller les cartes : celle qui sépare toujours les libres des non libres (c'est l'occasion pour l'auteur de tenter de définir le servage, de rappeler également les réalités de l'esclavage) et celle qui commence à séparer ceux qui ont de l'argent de ceux qui n'en ont pas.

Les disparités sociales vont s'accroître, secouées par les « crises », aux XIV^e et XV^e siècles, s'appuyant sur l'argent, la spécialisation technique, l'essor des classes urbaines et l'affirmation de l'individu. De nouvelles élites apparaissent (hommes de loi, de lettres, d'Etat), des réajustements sociaux s'opèrent à la campagne ; en ville « l'argent est devenu l'instrument premier du pouvoir ». C'est le temps des hommes d'affaires. L'immobilisme des conditions de travail va conduire aux conflits.

R. Fossier termine par une étude de ce qu'il appelle « une acuité nouvelle des conflits de classe » : jacqueries, troubles urbains sont successivement envisagés pour conduire à une conclusion qui met l'accent sur les germes d'une société capitaliste naissante.

On peut discuter sur la notion de « classe » que R. Fossier emploie et revendique pour le Moyen Âge (cf. page 415), voire sur celle de lutte des classes aux XIV^e et XV^e siècles. La démonstration n'est pas convaincante pour la campagne, un peu réductrice pour la ville (rien n'est dit sur les revendications anti fiscales).

Le parti de ne pas s'attarder sur les structures politiques est quelques fois gênant. En ce qui concerne l'installation de la seigneurie banale, par exemple, R. Fossier atténue grandement l'image de la tyrannie banale : soulignant que les dernières seigneuries banales se constituent seulement à la fin du XII^e siècle, il ajoute : « on doit souligner combien cet aboutissement est tardif : déjà les communautés villageoises ont pris corps, beaucoup de communes urbaines sont nées. C'est dire que les manifestations du ban seigneurial ont davantage pris l'aspect d'une recherche d'équilibre avec le monde paysan que celui d'une tyrannie. » (p. 216) Que voudraient dire alors ces termes nombreux et précis qui désignent les droits du seigneur banal et qui sont pourtant éloquentes : *exactiones, forcias*,

mauvaises coutumes... Le pouvoir de ban est avant tout, au moins dans sa nature, un pouvoir de contrainte.

D'autre part R. Fossier n'envisage l'histoire de la féodalité que pour souligner la dégradation des dépendances personnelles. Et de conclure à propos du fief : « il ne restera, comme des laisses de basse mer, sur la grève de la féodalité que l'Angleterre conquise, la Sicile normande et l'exotique Terre Sainte. » (p. 288) La formule est jolie mais trompeuse : les études récentes sur la Catalogne, par exemple, montrent au contraire l'importance du fief, avec toutes ses caractéristiques, et son rôle dans la répartition des droits seigneuriaux.

Il reste que les ouvrages de R. Fossier sont toujours très agréables à lire, la langue est vive, la formule mordante, et celui-ci n'échappe pas à la règle.

Laure VERDON.

Pierre DUBUIS, *Une économie alpine à la fin du Moyen Âge. Orsières, l'Entremont et les régions voisines. 1250-1500*, Sion (Cahiers Vallesia, 1), 1990, 2 vol., 299 et 274 pp., ill. h.t..

Les comptes de châtellenie laissés par la principauté savoyarde constituent assurément l'une des plus belles sources de l'histoire économique et sociale pour la fin du Moyen Âge : les châtelains, agents essentiels de l'administration locale, étaient soumis à un minutieux jugement de leur gestion à chaque fin d'exercice. Depuis une vingtaine d'années, cette documentation fait l'objet d'investigations multiples de la part des historiens piémontais, mais son intérêt retient de plus en plus l'attention dans l'ensemble des anciens États de la maison de Savoie. Ainsi, Pierre Dubuis a principalement tablé sur elle, et quelques autres pièces léguées par lesdits châtelains (rôles du subsidé, reconnaissances foncières), pour mener la riche étude qu'il nous offre sur la châtellenie de l'Entremont (Valais occidental).

Cependant, sa recherche ne s'ajoute pas simplement à d'autres. En l'absence des sources « traditionnelles » que sont les registres notariaux et les cadastres, elle prouve que ces comptabilités publiques, d'apparence sèche et stéréotypée, constituent à elles seules *un authentique matériau d'histoire totale*. Elle donne d'abord, et délibérément, une solide leçon de méthode. On l'étendra avec profit, par exemple, au traitement des cahiers des clavares provençaux, surtout pour les contrées du haut pays, soumises peu ou prou aux mêmes contraintes documentaires que cette montagne valaisane.

Pierre Dubuis atteint son but, en premier lieu, par une mise en série systématique de toutes les données qui s'y prêtent. La démarche est « classique », mais patiente et sans *a priori*. Elle conduit parfois à des impasses. L'auteur n'hésite pas à les dénoncer. En échange, elle livre des résultats inespérés. Du nombre, je relèverai la reconstitution des destins familiaux dans la paroisse d'Orsières, sur deux siècles. Elle ne prétend pas assurer du devenir de telle ou telle famille précise. Ses résultats globaux sont, par contre, très convaincants. Concurrément, Pierre Dubuis emprunte un tout autre chemin. Se refusant à la simple mise en fiche, mécanique, de données « normalisées », il a maintenu une constante vigilance pour les plus infimes notations, au prix d'un énorme effort pour embrasser la documentation dans son intégralité. Il multiplie les remarques touchant à la « vie quotidienne » et à la « civilisation matérielle ». Le lecteur découvre une histoire de la mort qui ne se limite pas aux habituels « malheurs du temps » et qui aborde les tragédies du « dangereux milieu montagnard ». Il rencontre des hommes qui négligeaient l'araire et ne labouraient qu'au fossioir leurs champs pentus...

Car, principalement, le livre de Pierre Dubuis éclaire un pan d'histoire alpine, d'une

histoire des Alpes et des Préalpes occidentales encore pour beaucoup au stade de l'« exploration ». L'auteur a voulu contribuer à cette dernière, plutôt que d'écrire une page d'« histoire locale ». Il a multiplié les points de comparaison, autant qu'il était possible, n'hésitant pas à développer des enquêtes complémentaires, par exemple sur la vallée d'Aoste. Il a tendu à dégager du particulier des structures susceptibles d'être « testées » dans d'autres territoires, un « système ». Le mot peut inquiéter par ce qu'il signifie souvent de formules « lumineuses » qui tranchent dans l'épaisseur du réel. A l'inverse, les schémas de Pierre Dubuis sont en nuance et en mesure ; les contradictions et les précarités mises en relief. Cette probité devant les faits entraîne, paradoxe apparent, à donner de la montagne une image qui déconcertera quelquefois, y compris par une certaine absence de « singularité », loin des mythes de l'état de « nature » naguère sous-jacents dans la production historique.

En dépit d'un grand dénuement matériel, les montagnards de l'Entremont n'en conduisaient pas moins une complexe exploitation d'un espace profondément humanisé. Je ne crois pas qu'il soit de meilleure preuve que cette économie de l'herbe, volontiers réduite à une forme rudimentaire de valorisation du sol. Elle reposait, au contraire, sur une véritable « culture » des prés de fauche, étayée par un important système d'irrigation, les « bisses » : l'équivalent de nos « béals ». Le milieu humain n'était pas, quant à lui, un « isolat ». Bien sûr, l'Entremont se trouve au pied du Grand-Saint-Bernard ! Toutefois, les indigènes ne se contentaient pas de servir, pour certains, le transit international. Ils animaient pour leur compte un dense réseau d'échanges qui faisait de leurs Alpes un monde ouvert, ainsi sur les bas pays de la Lombardie ou la Bresse.

Mais la tranche chronologique étudiée par Pierre Dubuis soulève évidemment la question des « crises ». Les réponses qu'il apporte ne représentent pas le moindre intérêt de son ouvrage. Il décrit, comme ailleurs, un effondrement démographique dans la seconde moitié du XIV^e siècle, suivi d'un déclin durable. Il n'en ignore pas les conséquences, assez connues, sur les sociétés montagnardes, avec la progression de l'herbage. Il ne rencontre cependant pas la version la plus « catastrophique » de cette évolution : une restructuration radicale de l'espace au profit d'une « invasion » du bétail, l'exode de populations qui avaient perdu le contrôle de leurs pâturages sous la pression des entrepreneurs d'élevage et des animaux « étrangers ». Au contraire, il souligne à quel point les listes de « feux » contribuent à maintenir une image excessivement « dépressionnaire » du peuplement, du fait, entre autres, de phénomènes de regroupement de foyers (la famille conjugale restant néanmoins le modèle dominant). Surtout, le troupeau ne conquit pas une place exclusive.

Donc, en dépit des fluctuations, se dessine au long de la période étudiée un type d'« économie alpine » qui reposait sur l'alliance d'une « céréaliculture méticuleuse » et d'un élevage, principalement de subsistance, qui alliait ovins et bovins. « D'autres Alpes » se demande Pierre Dubuis ? Oui, et autant une autre vision des Alpes et Préalpes occidentales. Ses conclusions concordent avec bien des remarques de l'ouvrage précurseur d'André Allix sur l'Oisans¹. Elles rejoignent les atténuations récemment apportées au jugement, peut-être trop pessimiste, de Thérèse Sclafert quant au destin d'une haute Provence, passée la mi-XIV^e siècle, balayée par la « marée ovine » et ses ravages : l'importance des équilibres agro-pastoraux et d'un élevage diversifié apparaît mieux aujourd'hui².

1. A. ALLIX, *L'Oisans au Moyen Age*, Paris, 1929.

2. Th. SCLAFERT, *Cultures en Haute-Provence*, Paris, 1959. Récente réévaluation des conclusions de cet auteur par N. COULET, « Notes sur l'élevage en Haute-Provence. XIV^e-XV^e siècles », dans *Provence Historique*, fasc. 161 (1990). Dans le même sens : J.-P. BOYER, *Hommes et communautés du haut pays niçois médiéval. La Vésubie (XIII^e - XV^e siècles)*, Nice 1990.

Par delà, le travail de Pierre Dubuis invite à une histoire globale d'un ensemble provençal et « franco-provençal ». Ce n'est pas seulement que la lutte pour l'eau, que ces Alpes « sèches, céréalières et moutonnières » du Valais occidental proposent des rapprochements trop faciles. Il serait sage de s'en défier et d'éviter les confusions abusives : pour souligner les différences, songeons seulement que les éleveurs de l'Entremont ignoraient la transhumance inverse. Il y a beaucoup plus profond, les linéaments d'une certaine civilisation commune. Dans ce cadre, je note les références à la place tenue par les communautés d'habitants, les *universitates*, avec leurs confréries du Saint-Esprit et de Notre-Dame : voici qui ne saurait laisser un Provençal indifférent. Il est vrai que Pierre Dubuis minore le rôle des communautés à l'avantage des unités familiales ; mais il semble un peu sévère au vu des renseignements mêmes qu'il produit. On n'en attend qu'avec plus d'intérêt les développements de son enquête dans les domaines de la société et du pouvoir villageois, développements qu'autorise à espérer le contenu d'un ouvrage où la notion d'« économie » a été déjà comprise de la manière la plus ouverte.

Jean-Paul BOYER.

Jean CHELINI, *L'Aube du Moyen Age. Naissance de la Chrétienté occidentale. La vie religieuse des laïcs dans l'Europe carolingienne (750-900)*, Paris, Picard, 1991, 548 pages, 14 planches d'illustration.

Les lecteurs de *Provence Historique* seront sans doute un peu surpris de voir ici rendre compte d'un ouvrage qui ne concerne que très partiellement la région provençale. La justification de ce compte rendu tient surtout à la personne de l'auteur du livre, personnalité bien connue des milieux universitaires aixois, ancien enseignant à la Faculté des Lettres et actuellement professeur à la Faculté de Droit et à l'Institut d'Etudes Politiques. N'oublions pas, d'autre part, que, la Provence ayant fait partie de l'Empire carolingien, la plupart des informations générales contenues dans ce livre la concernent.

L'ambition de l'auteur, comme l'indique le second sous-titre du livre : « La vie religieuse des laïcs dans l'Europe carolingienne », est de montrer comment le christianisme a pénétré à cette époque, au-delà d'un petit noyau de clercs, dans la grande masse du peuple des baptisés et quels ont été les résultats de la grande entreprise carolingienne de christianisation de l'Europe occidentale.

La difficulté était grande. Comme le dit bien l'auteur, « faire l'histoire d'éternels muets n'est pas une mince besogne ». En effet, exceptée une frange de princes et de grands laïcs, la grande masse du peuple chrétien ne s'est pas exprimée. C'est donc à travers les opinions, les critiques, les ordres et les enseignements du clergé que nous pouvons apercevoir le comportement des laïcs, avec tout le flou et toutes les imprécisions que suppose une littérature dogmatique et normative : nous savons mieux ce qui était exigé des chrétiens de cette époque que ce qu'ils ont réellement pensé et accompli. Mais il n'était pas possible de faire autrement.

Jean Chélini a lu un nombre considérable de textes : Annales et autres œuvres historiques, textes législatifs, canons de conciles, textes liturgiques, hagiographiques et didactiques. De leur exploitation se dégagent les grands aspects du christianisme carolingien que l'auteur répartit selon quatre grandes subdivisions dont voici les titres :

– Un peuple de baptisés.

- Une société de *conjugati*, Les mœurs, Le mariage.
- L'économie du salut, Les pratiques religieuses.
- La solidarité des mérites, La mort, Les funérailles, La sépulture.

On voit qu'il s'agit là de l'encadrement du peuple chrétien dans un réseau serré d'obligations et d'interdictions imposées par le clergé à propos de toutes les grandes étapes de la vie et au niveau même de la vie quotidienne. A la question fondamentale : le clergé, aidé par le pouvoir politique, a-t-il réussi à faire de ces masses encore grossières une véritable société chrétienne ? Jean Chélini apporte des réponses très nuancées. Certes, l'action menée pendant quelques dizaines d'années, temps finalement très court, a été considérable et le clergé a essayé de faire de la religion le ciment de tout l'ordre social. Cette volonté d'action l'a poussé à l'intolérance et à la coercition. Il y a un aspect « totalitaire » dans cette entreprise, que Jean Chélini met bien en lumière et la christianisation forcée des Saxons en est un des exemples les plus frappants. Par l'obligation du baptême dès l'enfance, par la réglementation du mariage, par l'imposition de pénitences selon la gravité du péché, par l'obligation d'aller à la messe et de sanctifier les grandes fêtes chrétiennes, l'Eglise catholique a organisé une solide communauté dont les membres sont liés par des valeurs communes, des institutions et des rites éminemment chrétiens.

Mais J. Chélini insiste, à juste titre, sur les résistances et les limites : face au christianisme, les coutumes germaniques opposent une tradition encore vivace. On le voit bien dans le cas du mariage. En cas de maladie ou de difficulté ressurgissent les croyances païennes et « la pellicule chrétienne déposée sur les âmes des baptisés » reste bien mince. Il n'en reste pas moins, et c'est la conclusion de l'auteur, que la chrétienté carolingienne est bien la mère quoique encore rude, de la chrétienté médiévale des siècles suivants.

En dehors de ces conclusions d'ensemble que l'auteur étaye d'arguments convaincants, l'ouvrage nuance, sur des points précis, des positions classiques avancées souvent de façon trop catégoriques. Ainsi l'idée que le catholicisme carolingien a été essentiellement vétérotestamentaire. J. Chélini montre que la volonté de renouveau par rapport à l'Ancien Testament et le désir de placer le Christ au centre de la vie chrétienne ont été bien réels.

Jean Chélini apporte donc beaucoup. D'où viennent malgré tout certains regrets ? Du fait que le livre qui est paru en 1991 est en réalité une thèse de doctorat soutenue en 1974, donc dix-sept ans auparavant. Les difficultés de l'édition, malheureusement fréquentes lorsqu'il s'agit de publier une thèse de doctorat d'Etat très volumineuse et très spécialisée, l'ont empêchée de paraître plus tôt. En dix-sept ans, la recherche historique progresse considérablement. Jean Chélini, qui, depuis la soutenance de sa thèse, a consacré ses recherches à d'autres périodes que le Moyen Age, s'est insuffisamment tenu au courant des publications en histoire médiévale. Un effort de mise à jour de la bibliographie a été fait mais cet effort n'est pas suffisant et la substance des livres et des articles cités ne se répercute pas toujours dans le texte. Ainsi les articles de P. Toubert ou de J. Gaudemet sur le mariage carolingien, cités en bibliographie, ne sont pas réellement mis à profit, de même que les recherches de M. Rubellin sur le baptême. D'autres recherches, comme celles de J. Goody sur la famille, de J. Boswell sur l'oblation, de M. Heinzlmann sur les translations de reliques, du Groupe de La Bussière sur la confession, de M. Lauer sur la mort n'ont pas été prises en compte, pour ne citer que quelques exemples. On peut noter également que les progrès des recherches archéologiques ne sont pas assez exploités. Certes, introduire tout l'apport de la recherche

postérieure à la soutenance de la thèse aurait nécessité un travail considérable que l'auteur n'a sans doute pu accomplir. Dans le domaine des sources, en revanche, les publications nouvelles ont été relativement rares et il y avait peu à ajouter, sauf peut-être dans le domaine hagiographique. A ce propos, je pense que les sources hagiographiques auraient pu être davantage utilisées. Elles apportent des renseignements irremplaçables sur le comportement des laïcs.

Pour le reste, la forme est bonne, l'ouvrage se lit agréablement. J. Chélini a le sens de la formule et l'art de la synthèse, mais il n'hésite pas à approfondir certaines questions par de grands tableaux dont les renseignements, tirés directement des sources, apportent des éclairages neufs. Peu de coquilles graves sauf, page 478, le Pontifical romano-germanique de Mayence daté du milieu du IX^e siècle au lieu du milieu du X^e siècle.

Au total, un livre très utile.

Pierre-André SICAL

Françoise HILDESHEIMER, *Le jansénisme en France aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris, Publisud, « Courants universels - Histoire », 1991, 221 p., 98 F.

F. Hildesheimer est connue de nos lecteurs. Elle a collaboré à *Provence Historique*, écrit sur l'histoire régionale. Et il nous a semblé bon de rendre compte de son dernier ouvrage sur le jansénisme, moins parce qu'il aborde épisodiquement l'histoire provençale, que parce qu'il est, sur un problème majeur de l'histoire d'Ancien Régime – y compris en Provence –, bien fait et utile.

On pourrait rappeler, avec l'auteur, que la bibliographie sur le jansénisme est immense : 15.000 titres. Ce chiffre reste des plus raisonnables étant donné que la *Bibliotheca janseniana belgica* de L. Willaert, limitée géographiquement et thématiquement (elle ne recense pas les études de Pascal ou Racine), donnait en 1951, plus de 13.000 références. Le premier mérite de l'ouvrage de F.H. est de constituer l'une des rares synthèses récentes, tout à fait à jour des études érudites, dont on voit bien, même lorsqu'elles ne figurent pas dans sa « bibliographie sélective », qu'elles ont été prises en compte et parfaitement « assimilées » pour le lecteur (les réflexions judicieuses de Robert Mandrou sur le « tragique XVII^e siècle » à propos de la thèse de Lucien Goldmann auraient peut-être pu y figurer).

En fait, ce livre offre un double apport. Il établit, d'abord, dans le contexte bien défini de la France absolutiste, un « récit » continu des faits. Celui-ci respecte globalement, exclusion faite de chapitres plus théoriques, un ordre chronologique, indispensable pour suivre les développements d'une question aussi complexe. Ainsi, il était tout à fait juste de cerner le passage d'une polémique strictement théologique sur la grâce (controverse lorraine du XVI^e siècle ou époque de Saint-Cyran) à une contestation politique, que cette articulation soit fixée à la fin de la « paix de l'Eglise » (1679) ou dans les prodromes de la bulle *Unigenitus*. L'auteur ne se contente pas de raconter. Sans prendre parti, elle explique, le plus souvent avec une clarté et un équilibre assez rarement rencontrés dans ce débat théologico-politique, où, à la fin, « les interminables querelles de procédure finissent par tenir lieu d'idéal » (p. 94). Ses analyses, et c'est le deuxième apport, s'appuient sur un riche bilan historiographique, démêlant les différentes positions, souvent très contradictoires, des théologiens et des historiens du jansénisme.

Nos manuels scolaires, aussi bien de littérature que d'histoire, ont trop souvent simplifié les situations provoquées par la querelle janséniste. Il était donc indispensable, comme l'a fait l'auteur, de rappeler qu'il y a eu *des* jansénismes. Les positions théologiques et morales d'un jésuite tel Bourdaloue étaient, sans doute, moins éloignées de celles du grand Arnauld, que, les unes ou les autres, de celles de Barcos. On constate, d'ailleurs, quand on étudie les grandes personnalités de la Réforme catholique, que beaucoup étaient leur culture religieuse sur les qualités propres à chaque camp : la morale janséniste a fini par l'emporter (cf. l'Assemblée générale du clergé de 1700), mais la pastorale, quand elle se voulait efficace, pour la prédication, la confession, la direction spirituelle, empruntait à l'humanisme dévot et à la subtilité de la Compagnie.

L'auteur met bien en valeur, démontre pourrait-on dire, les paradoxes des jansénistes, qui ne sont pas sans rappeler ceux des intégristes d'aujourd'hui. Leur intransigeance morale, prenant la foi au sérieux (avec le moins d'humour possible), provoque finalement chez beaucoup de fidèles un abandon de la pratique ; leur « moralisme étroit et un légalisme chicanier (a) propagé » – à l'occasion de leurs luttes contre les autorités hostiles – « un souffle de liberté et proclamé de devoir d'insoumission de la conscience ». Ces gens qui, à l'époque de Saint-Cyran, défendaient les droits de l'épiscopat sont devenus, au XVIII^e siècle, richéristes, sinon « républicains », en tous cas : « *agents de sape de la société* ». Ces gens, enfin, si tatillons sur le droit, acceptaient, pour un certain nombre d'entre eux, le cumul de bénéfices pourtant formellement condamné par le concile de Trente, etc...

Quelques petits défauts formels pourraient être corrigés lors d'une réédition : quelques tics d'écriture (pas trop de « et/ou », s.v.p. !) ; quelques allusions peu explicites pour un non-spécialiste (thèse de P. Coret, affaire Drouet et Desplantes, p. 80 ; la conjuration de Bourgfontaine, p. 82...) ; absence de table des textes – opportunément – placés en encarts ; système de notes peu précis, si l'on veut retrouver une référence ; voire absence d'index (particulièrement attendu dans un ouvrage comportant beaucoup de noms propres). Malgré ces inconvénients mineurs, nous disposons là d'un manuel d'histoire du jansénisme qui se lit agréablement, ce qui n'est pas rien, et rendra les plus grands services, bien plus complet, par exemple que le bon et classique « *Que sais-je ?* » de Louis Cognet, qui sacrifiait un peu trop le XVIII^e siècle. L'auteur a su encore évoquer l'héritage du jansénisme, une influence spirituelle qui dépassa de loin de camp de ses partisans.

Il intéressera l'honnête homme désirant comprendre une question aussi difficile et aussi importante, et sera la providence des étudiants d'histoire.

Marcel BERNOS.

OUVRAGES REÇUS

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE VAUCLUSE. *Archives Galéan de Gadagne (36 J 1-556, 2 E 13/1-168)*. Inventaire par Cl. -Fr. HOLLARD. Préf. par M. HAYEZ. Avignon, Conseil général de Vaucluse, 1992, 191 p. ill.

N. COULET. *Affaires d'argent et affaires de famille en Haute-Provence au XIV^e siècle. Le dossier du procès de Sybille de Cabris contre Matteo Villani et la compagnie des Buonacorsi...* Rome, Ecole Française de Rome, 1992 (Collection de l'Ecole Française de Rome, 158).

G. DONNADIEU. *Aups en 1789. En consultant les archives municipales*. S. l., 1992, 167 p., ill.

L'Echo des carrières. Bulletin de l'Association culturelle des juifs du Pape. N° 0, 1992, 20 p., multigr.

J. GOBI JUNIOR. *La Scala coeli de Jean Gobi*. Edité par M.-A. Polo de Beaulieu. Paris, Editions du CNRS, 1991, 768 p. (Sources d'histoire médiévale).

Haute-Provence. Le pays de Seyne. Promenades et randonnées. Digne-les-Bains, Adri-Cimes ; Paris, Fédération française de randonnée pédestre, 1992, 112 p., ill. cartes.

Henri III et son temps. Etudes réunies par R. Sauzet. Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1992, 333 p., ill.

P. VARENE. *L'enceinte gallo-romaine de Nîmes. Les murs et les tours*. Préf. par P. M. DUVAL. Paris, CNRS, 1992, 180 p., 138 fig., pl. et dépl. h.-t. (53^e supplément à « Gallia »).

Villes et villages au Moyen âge. Paris, Publications de la Sorbonne, 1992, 223 p., ill. (Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public).

Les voies de la parole. Ethnotextes et littérature orale. Approches critiques. Contributions réunies par J.-N. Pelen et Cl. Martel. Aix-en-Provence, Université de Provence ; Mane, Les Alpes de Lumière, 1992, 197 p. (Cahiers de Salagon ; 1).